5-49

No 13

1897

AUX ELECTEURS

Les changements que le temps a opérés.

On cite souvent les discours que sir John A. Macdonald a prononcés, il y a quelques années, pour faire connaître la haute idée que ce grand homme d'Etat avait de la réciprocité, et on s'efforce de prouver que depuis ce temps, il a changé d'avis. Les circonstances ont changé, sans doute, mais sir John, ou son gouvernement, est resté le même. En 1854, le Canada ne produisait que des articles bruts ou des matières premières, dont une partie ne pouvait se vendre que sur les marchés américains. Le marché anglais n'était pas aussi important, ni aussi profitable qu'il l'est aujourd'hui. D'un autre côté, le transport océanique était long, incertain et dispendieux, et pendant six mois de l'année, nos ports étaient fermés.

Aujourd'hui tout a changé. Plus tard encore, nos voisins furent occupés pendant quinze ans, de 1860 à 1875, soit dans leur grande lutte nationale, soit à coloniser leurs prairies de l'ouest. Durant cette époque, les Etats-Unis étaient encore notre marché naturel. Et pendant un certain nombre d'années, la farine, le lard et d'autres produits furent expédiés d'Ontario à Chicago. En même temps que les prairies de l'ouest se colonisaient un changement rapide s'opérait. Il y eut d'abord un surplus de blé et d'avoine, puis de lard et ensuite de bœuf, produits dans ces prairies. Ce fut alors qu'on usa de représailles contre le

cultivateur canadien et jusqu'à 1878, les Etats-Unis contrôlèrent les prix dans le Canada.

Le bas prix de ces produits a depuis forcé les cultivateurs et les éleveurs des Etats de l'ouest à se livrer à l'élevage des volailles et des chevaux, à la production de l'orge, et il est facile de prévoir ce qui arrivera par la diminution constante des prix. L'étendue de terre employée à la production du grain, du bœuf et du lard a été, pendant vingt ans, deux fois plus considérable que le chiffre de l'augmentation de la population. Pour nourrir la population des Etats-Unis, il faut ensemencer de grosses céréales, 3.15 acres de terre par tête du chiffre total de cette population. En 1871, il n'y eut que 2.35 acres en culture, ce qui faisait un écart de huit dixièmes d'acre, pour lequel il a fallu importer les produits de l'étranger. En 1888, on y cultiva en grosses céréales, 3.56 acres de terre, pour chaque tête de la population, de sorte que, aujourd'hui, les cultivateurs ensemencent de grains et autres céréales quinze millions d'acres de plus que n'en exige la consommation locale. Pour ce surplus il leur faut trouver un marché étranger. Cette surabondance de production dans les prairies de l'ouest envahît les marchés de l'est, et fut la cause de la ruine des cultivateurs de la Nouvelle-Angleterre, de New-York et d'autres Etats qui avoisinent notre frontière. Le même effet se serait fait sentir parmi les cultivateurs de notre pays si la politique de protection de 1879 ne les en eut préservés.

D'autre part, un nouveau marché s'ouvrait par delà les mers. L'Angleterre, croissant en richesse et en population, n'avait plus de territoire à développer ni à approvisionner, et de plus en plus elle devait compter sur les pays étrangers pour se nourrir. Le gouvernement fédéral du jour, reconnaissant ce fait, a cherché en améliorant nos hâvres, nos canaux et nos chemins de fer, et en encourageant les lignes de steamers, à diminuer le coût et à augmenter la rapidité des moyens de communication pour arriver à ce marché.

Les partisans de l'union commerciale ont beaucoup parlé du commerce d'œufs, et ils ne peuvent pas se plaindre si on le prend comme preuve de ce qui a été dit des changements survenus sur les deux marchés. Voici la moyenne du prix des œufs, par douzaine, à Londres et à New-York tel qu'il est donné par les rapports du bureau de l'agriculture, en Angleterre et par les tableaux du commerce et de la navigation des Etats-Unis. Le prix est en centins : —

	Londres.	New-York.
1870	15	39.6
1875	20	25
1882	17	19
1883	16	20
1884	17	21
1885	17	21
1886	16	18
1887	16	16
1888	15.8	15.9
1889	16.1	13.9

Le marché anglais fait voir une augmentation d'un centin, et les Etats-Unis une diminution presque constante à venir à 1889, alors que le prix n'était que d'un peu plus d'un tiers de celui payé il y a vingt ans. Dans les premières années, les Etats-Unis importaient d'Europe, tandis que dans les deux dernières années, ils ont expédié des œufs au Canada. Il n'était pas question des droits, vû que le libre-échange existait pour le commerce d'œufs.

Les œufs ayant été transportés à Liverpool à raison d'un centin par douzaine, à peu près le même prix qu'à New-York, il s'en suit que la distance du marché anglais n'est plus aujourd'hui un obstacle au commerce.

Ces changements furent reconnus même par ceux qui sont aujourd'hui les partisans de l'union commerciale, avant qu'ils

fussent devenus les avocats de la politique étrangère. Ainsi, dans un discours qu'il prononçait à Charlottetown, en 1878, sir Richard Cartwright disait : —

" Ils prétendent que nous devons avoir la réciprocité, et que sans elle nous ne pouvons pas vivre comme confédération. Je proteste contre cette prétention. Bien que la réciprocité soit désirable, nous ne dépendons pas assez des Etats-Unis pour que nous ne puissions pas vivre sans eux. Nous avons des hommes et des navires et nous porterons la guerre en Afrique. Nous trouverons de nouveaux marchés où nous l'emporterons sur eux."

La même année, M. John Charlton se réjouissait de voir qu'il y avait un marché pour notre orge en Angleterre, et il disait : —

" Des députés de la gauche ont affirmé que les droits américains sur l'orge canadienne avaient diminué le prix obtenu par le cultivateur canadien jusqu'à concurrence du chiffre exact de ces droits. Je ne discuterai pas cette question maintenant, bien que je crois que les droits américains étaient en grande partie payés par le consommateur américain, et que le prix reçu par le cultivateur canadien n'en souffrait guère, Heureusement pour le Canada, les Etats-Unis ne seraient plus le seul marché pour notre orge. Depuis l'année dernière un commerce considérable s'est développé avec l'Angleterre. Notre orge y avait été reçue avec une grande faveur, et l'Angleterre pouvait facilement prendre tout notre surplus. Cela étant, les acheteurs anglais et américains se feraient concurrence dans l'achat de notre orge. Le prix en serait établi comme celui de nos autres céréales sur les marchés de l'univers, et il serait alors tout à fait indifférent aux cultivateurs canadiens que le gouvernement américain imposât, ou non, des droits sur l'orge."

Malheureusement, le gouvernement libéral n'a pas donné suite à ces paroles courageuses, ni encouragé ce commerce. Ces

brillantes perspectives ne se réalisèrent pas, on n'offrit pas au commerce de facilités convenables, et l'on ignorait les besoins du marché anglais. Si les paroles de sir Richard Cartwright et de M. Charlton étaient vraies à cette époque, elles le sont encore davantage aujourd'hui, vu les changements survenus sur le marché américain. Le gouvernement admet qu'il y a un nombre restreint d'articles qui, à raison du climat, peuvent être plutôt produits dans un pays que dans l'autre, et il croit qu'un échange de ces produits, fait à des conditions équitables, serait également avantageux aux deux peuples. Aussi, depuis l'abrogation du traité de 1854, a-t-il toujours été prêt à discuter l'établissement de relations commerciales plus avantageuses.

Depuis 1874, le gouvernement des Etats-Unis a refusé de se rendre aux vues de notre gouvernement, et plus tard il a été encouragé dans cette voie par LA POLITIQUE INSENSÉE DES PARTISANS DE L'UNION COMMERCIALE.

Qu'on n'oublie pas que l'ancien traité a été abrogé principalement à raison des renseignements contenus dans un rapport adressé au congrès par l'honorable Israël Hatch, de Buffalo, qui donnait un sombre compte-rendu de l'état des affaires en Canada à cette époque, et qui disait au congrès des Etats-Unis, qu'en refusant de renouveler le traité, le Canada finirait par accepter des conditions qui conduiraient infailliblement à l'annexion. Il est de fait historique que M. Hatch a tiré les faits et les chiffres qu'il a cités des lugubres écrits de la presse libérale de l'époque—et en grande partie d'un manifeste adressé à la population du Haut-Canada par la convention libérale de 1859. Ce dernier document fut transmis au congrès avec son rapport et nombre d'autres renseignements sur les relations commerciales des Etats-Unis avec le Canada. Les chefs libéraux de ce temps-là étaient des hommes loyaux; ils n'avaient pas l'intention d'aider à influencer le congrès des Etats-Unis dans le but de faire abroger le trai-

té, mais leur ignorance de la position et de l'avenir de notre pays a eu cet effet.

En 1871, le gouvernement des Etats-Unis offrit à Sir John A. Macdonald un traité de réciprocité pour certains produits.

Pendant que la question était à l'étude, notre parlement était réuni en session. L'opposition, aidée par un certain nombre de conservateurs, abolit les droits que le Canada avait imposés sur l'importation de ces marchandises des Etats-Unis. Lorsque la chose fut connue le gouvernement américain retira son offre, et depuis cette époque jusqu'à ce jour, il n'a cessé de lever des droits sur les produits canadiens.

En s'efforçant de faire un marché, un homme sensé ne parlerait pas de sa pauvreté, et ne dirait pas qu'il doit le conclure à tout prix, sous peine de ruine. Cependant, c'est précisément ce que les partisans de l'union commerciale ont fait depuis quatre ans. La folie de cette manière d'agir a été reconnue par les hommes mêmes qui en sont coupables.

Dans son discours à Charlottetown, Sir Richard Cartwright a dit :—

" Il n'y a rien de plus propre à empêcher la réciprocité que de dire aux Américains que nous ne pouvons pas vivre sans eux. Ils seraient portés à croire qu'ils peuvent nous forcer à accepter leurs conditions. "

Ces conditions furent plus tard expliquées par Sir Richard Cartwright, quand il disait :

" Est-il sage de la part de sir John et de son organe de montrer aux américains un si grand désir d'obtenir le libre échange avec eux ? N'est-ce pas le moyen d'empêcher un traité de réciprocité ? La réponse des américains, dans les circonstances, ne peut-elle pas être celle du *Sun* de New-York.—La réciprocité avec le Canada, soit, nous en voulons ; seulement il serait convenable que les provinces du Canada fussent annexées aux Etats-Unis, comme précédent constitutionnel. "

Dans le cours de ses commentaires sur ce discours le *Globe* disait :

“ L’attitude véritable à l’égard des Etats-Unis est celle que le parti libéral a toujours prise. Nous pouvons vivre sans votre commerce, nous progressons sous notre présent tarif. Nous ne voulons pas nous annexer et nous ne désirons pas de changements ; mais nous consentons à conclure un traité de réciprocité raisonnable qui sera avantageux aux deux pays. ”

Le 28 mars, 1878, ce journal vantait la politique de sir John A. Macdonald, et disait :—

“ Quand les Etats-Unis exprimeront le désir de renouveler le traité, le Canada sera prêt à envoyer des délégués à Washington, pour agir de concert avec l’ambassadeur anglais sur cette question, mais non pas avant. En attendant, dit sir John, il est inutile d’en parler. C’est le seul moyen que les ministres canadiens ont de conserver leur propre dignité et celle du pays. ”

Si messieurs Laurier et Cartwright pouvaient avoir l’intention d’empêcher les Etats-Unis de consentir à des arrangements équitables de réciprocité, et d’engager ce peuple à ne pas répondre à aucune proposition que notre gouvernement pourrait faire, ils ne sauraient employer de meilleur moyen pour atteindre leur but que celui qu’ils prennent aujourd’hui.

La politique de sir Richard Cartwright est déja rejetée.

La politique de sir Richard Cartwright et de M. Wiman a été offerte à toutes les autres nations de cet hémisphère, et elle a été par elles rejetée. Au commencement de l’année dernière, une association connue sous le nom de *Pan-American Congress* siégeait à Washington. C’était une réunion de délégués de toutes les nations d’Amérique, rassemblés, sur l’invitation du gouvernement des Etats-Unis, pour examiner la question de

la réciprocité. Le Canada a été ostensiblement exclu de cette conférence, et les organes du gouvernement du président Harrison ont déclaré que la raison de cette exclusion était que nos voisins s'attendaient à ce que le Canada viendrait à faire partie des Etats-Unis, tandis qu'ils ne s'attendaient pas à l'annexion du Brésil, du Chili ou de la République Argentine Ces délégués furent choyés, fêtés de toute manière, et quand on jugea que le bon moment était arrivé on proposa des relations commerciales plus intimes, et l'union commerciale fut suggérée comme l'un des moyens de succès. Les délégués de l'Amérique du Sud n'en voulurent pas On offrit ensuite la réciprocité illimitée qui ne fut pas reçue plus favorablement, et le comité à qui la question fut soumise, fit rapport, avec l'approbation des délégués américains et autres, de la manière suivante :

" Mais le comité est d'opinion que ce moyen exigerait un sacrifice partiel de la souveraineté nationale des nations américaines et des changements radicaux dans leurs constitutions que, d'après le comité, ces nations ne peuvent accepter.

" Le comité croit qu'une telle union est dans le moment impraticable comme système continental. "

Dans notre pays, aussi bien que dans les Etats-Unis, il est de mode pour quelques uns de se moquer des *greasers* du Mexique et des Métis de l'Amérique du Sud, mais ils ont été assez intelligents pour rejeter unanimement la politique que Sir Richard Cartwright désire faire adopter par notre pays. Ils ont rejeté ce projet, bien qu'ils n'eussent pas de manufactures à perdre, et bien qu'ils produisent le sucre, le café et autres articles dont les Etats-Unis sont le marché naturel. Ils l'ont unanimement rejeté parce qu'ils ne désiraient pas voir leur tarif et leurs lois sous le contrôle des Etats-Unis ; parce qu'ils ne voulaient pas que leur commerce fut restreint à une seule nation ; parce qu'ils voulaient rester libres d'acheter partout où ils pourraient le faire avec le plus d'avantage.

Pouvons-nous obtenir ce que nous demandons?

Les partisans de l'union commerciale prétendent que le gouvernement des Etats-Unis ne consentira pas à conclure un traité de la nature de celui qui est proposé par le gouvernement fédéral. Personne ne peut le dire. Les circonstances changent et les gouvernements doivent aussi changer avec elles. Le personnel et la politique des gouvernements changent également. Dans quelques jours le contrôle d'une des branches de la législature des Etats-Unis sera enlevé au parti qui est maintenant au pouvoir, et nous ne saurions prédire ce qu'il en résultera. Une chose certaine, c'est qu'il n'y a pas la moindre preuve que le gouvernement ou le peuple des Etats-Unis consente en ce moment à négocier aucun traité avec le Canada qui ne tende pas à briser immédiatement nos relations avec l'Angleterre et à favoriser l'annexion.

Au début de l'agitation, on prétendit que le parti républicain, par la voix de MM. Butterworth, Hitt et du sénateur Sherman, consentait à entrer en relations commerciales avec notre pays. Mais les sessions du congrès se succédèrent et les promesses de M. Wiman ne furent pas remplies. Le sénateur Sherman, le dernier espoir, n'a pas même osé soumettre sa résolution au Sénat.

Dans le cours des dernières élections il fut peu question de meilleures relations commerciales et quand il en fut parlé, la proposition fut mal accueillie.

M. Blaine a dit:

" Les Canadiens ne peuvent pas être Canadiens et Américains en même temps. Si les Canadiens veulent jouir du marché américain, qu'ils deviennent citoyens des Etats-Unis."

" Le Canada," a dit le général Butler," pleure pour avoir un traité de réciprocité. Laissons le pleurer jusqu'à ce qu'il consente à faire partie de l'Union." Et depuis les élections les discours ont été inspirés par des sentiments semblables.

Ceux qui ont favorisé l'union commerciale, l'ont fait parce qu'elle aurait l'annexion pour résultat. Le sénateur Carlisle, l'un des chefs du parti démocrate a dit : " Je suis favorable à l'union commerciale, parce qu'elle placera le Canada sous notre drapeau."

M. Depew a dit : " Je suis en faveur de cette union parce que, par son moyen, le drapeau étoilé flottera des chutes Niagara au Pôle nord."

Les déclarations de M. Wiman sur ce sujet, sont si nombreuses et si bien connues, qu'il est inutile de les citer. Sa prétention est, comme elle a toujours été, que les Etats-Unis ne peuvent pas forcer le Canada à s'annexer, mais qu'au moyen de l'union commerciale, il peut être amené à faire partie de la république américaine. Il fait voir que l'union commerciale, ou, comme il l'appelle quelquefois, " la réciprocité illimitée " équivaut à l'abandon de l'Angleterre. Sa dernière déclaration, publiée en janvier dernier dans la *North American Review*, contient les paroles suivantes :—

" Si, comme premier pas vers l'indépendance, on proposait au peuple canadien de voter sur la proposition de lui procurer la liberté politique, rien ne pourrait être plus significatif dans ce sens que ce que le parti libéral demande au peuple du Canada d'adopter. "

La même chose se répète partout. Pas plus tard que vendredi, le 30 janvier, sir Richard Cartwright prononça un discours à l'appui de sa politique, au dîner de la chambre de commerce de Boston. Il fut immédiatement suivi par le général Bullock, d'Atlanta, qui a proclamé que le meilleur moyen d'assurer l'annexion serait que sir Richard devînt :

LE SENATEUR DE L'ETAT D'ONTARIO.

Même la résolution du sénateur Sherman, dont sir Richard Cartwright et ses partisans ont tant parlé, tendait à un arrangement politique et commercial tout à la fois. Ce qu'il y a de

plus étrange, c'est que, jusqu'au dernier moment, on nous a assuré que des relations commerciales plus favorables nous seraient obtenues par le parti républicain, et qu'aujourd'hui, on nous demande de nous réjouir parce que ce parti a été défait, parceque le parti démocrate avait toujours été l'ami véritable du Canada.

Le parti républicain a négocié des traités de réciprocité, le parti démocrate, non-seulement n'en a pas négocié avec une seule nation en quarante ans, mais il s'est opposé à toutes ouvertures dans ce sens. Les chefs de ce parti sont hostiles à tout traité qui enlèverait au congrès le contrôle absolu du tarif. Il est impossible de dire quel sera l'effet des négociations actuellement pendantes sur les différents points de nos relations. Si nous sommes pour avoir un traité équitable avec nos voisins, il est de la plus haute importance qu'ils soient désabusés sur le compte de notre pays. Quand on leur fera comprendre que, tout en désirant des relations commerciales plus favorables, le Canada ne saurait sacrifier ni sa dignité, ni le contrôle absolu de ses propres affaires, et de ses relations avec l'Angleterre, alors nous pourrons traiter avec eux franchement et raisonnablement. Ce résultat ne peut être obtenu que si les électeurs font sortir de la vie publique les hommes que la soif du pouvoir a poussés à adopter et à suivre une voie qui a trompé nos voisins et nous a placés sous un faux jour.

Nos voisins sont certainement un peuple d'hommes d'affaires. Quand ils seront convaincus qu'ils ne peuvent pas obtenir ce qu'ils désirent, ils consentiront à accepter quelque chose de juste et de profitable aux deux pays. Et cela arrivera tôt ou tard, probablement plus tôt que tard. En prévision de cet événement, il est de la plus grande importance que le contrôle de nos affaires soit entre les mains d'hommes d'une habileté et d'une loyauté incontestables—des hommes qui sont Canadiens non par le fait seul qu'ils résident en Canada, mais par une foi robuste dans l'avenir de notre vaste pays. Pouvons-nous re-

connaître à ces traits MM. Cartwright et Laurier? Qu'on n'oublie pas que leur politique est une politique américaine. Elle n'a pas été créée par eux ni par le Canada. Elle est en opposition directe à leurs déclarations et à leur ancienne politique. Ils ont posé comme les champions du libre échange et se sont opposés à notre modeste protection comme étant déloyale envers l'Angleterre.

Et maintenant, ils préconisent l'adoption de la protection la plus outrée et d'une politique qui doit nous amener à nous séparer de l'Angleterre. C'est une politique étrangère qui dépend de la faveur étrangère pour réussir.

Les missions secrètes à Washington, les allées et venues des chefs étrangers et de leurs échos en Canada, tout annonce que le pays ne voudra pas confier ses plus chers intérêts à de pareilles gens. Il n'y a pas non plus la plus légère preuve que les auteurs des bévues de 1878, soient mieux renseignés aujourd'hui qu'ils ne l'étaient alors sur les besoins du pays.

La politique anti-patriotique de sir Richard Cartwright et de M. Laurier, qui conspirent à l'étranger contre le Canada, est condamnée d'avance par la loyale et intelligente population de notre pays.
